

Espace et attachement des populations à l'épreuve des risques d'origine naturelles à Attecoubé

Boukary SAVADOGO

Université Félix Houphouët-Boigny
savbouk-hary@outlook.fr

Parigassori Siméon SORO

Université Félix Houphouët-Boigny
sorosimeon@gmail.com

Reine Prisca DADI

Université Félix Houphouët-Boigny
penielgago@gmail.com

Résumé

En Côte d'Ivoire, l'occupation des sites non constructibles est un problème urbain de longue date qui entraîne des pertes en vies humaines et des dégâts matériels assez révélateurs ; chaque année et surtout en saison pluvieuse. Face à ce constat, les pouvoirs publics sensibilisent et procèdent aux déguerpissements dans certaines zones à risque. Malgré ces mesures, les populations restent toujours attachées à leur milieu de vie. Cet article vise à comprendre les logiques sociales de l'attachement des populations à leur environnement. Pour ce faire, cette étude combinant les approches qualitative et quantitative a été menée à Abidjan, précisément à Attecoubé ; une commune touchée par les inondations et éboulements de terrain. L'analyse s'est appuyée sur des données recueillies auprès de 600 chefs de ménage et 14 leaders communautaires. Les résultats de travail de recherche mettent en évidence l'instabilité du statut des chefs de ménage, la proximité du cadre de vie avec le lieu du travail et les enjeux socio-culturels.

Mots clés : attachement, espace à risque, éboulement, inondation, Attecoubé

Abstract

In the Ivory Coast, the occupation of non-building sites is a long-standing urban problem which results in quite revealing loss of life and material damage; every year and especially in the rainy season. Faced with this observation, the public authorities are raising awareness and carrying out evictions in certain areas at risk. Despite these measures, the populations maintain themselves and always remain attached to their living environment. This article aims to understand the social logics of people's attachment to their environment. To do this, this study combining qualitative and quantitative approaches was carried out in Abidjan, specifically in Attecoubé; one

municipality affected by floods and landslides. The analysis was based on data collected from 600 heads of households and 14 community leaders. The results of research work highlight the instability of the status of heads of household, the proximity of the living environment to the workplace and socio-cultural issues.

Keywords: attachment, space, landslide, flood, Attecoubé.

1. Introduction

La croissance des inégalités et de la pauvreté urbaine, dont l'explosion des bidonvilles est l'expression la plus forte, résulte d'un modèle d'« urbanisation » sans développement induit par les ajustements structurels et le « tout-au-marché » (Delcourt 2007 : 1). De ce fait, les bidonvilles ou quartiers non structurés situés en zones à risque d'inondation et d'éboulement de terrain sont le lieu d'habitation privilégié de certaines couches de la population abidjanaise. Le risque naturel pour sa part est défini par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en 1995, comme une perturbation profonde, écologique et psychosociale, qui dépasse la capacité d'adaptation des populations touchées.

De fait, dans la commune d'Attecoubé où le phénomène est étudié, l'on note un attachement des populations à leur lieu d'habitation. Selon (Tuan, 1975 ; Stedman, 2003), le lieu se réfère à un espace auquel une signification a été donnée à travers des processus individuels, collectifs ou culturels) : mémoires, symboles, et expériences multi sensorielles vécues et ressenties.

En outre, selon la synthèse du niveau d'exposition des communes d'Abidjan aux risques naturels, Attécoubé est la seule commune qui présente deux (02) types de risque naturels majeurs (éboulement de terrain et inondations), signifiant ainsi le niveau de criticité le plus élevé (MESUDD, 2014).

Ainsi, l'espace (lieu) apparaît comme une marque de volonté de puissance humaine. L'Homme dans la quête de satisfaction de ses besoins, accapare l'espace, s'y identifie et s'affirme. L'espace devient donc objet de production, de diffusion et surtout de décision (Miossec, 2018 : 28). L'appartenance à ces quartiers est, pour leurs habitants, un

symbole d'insertion sociale et spatiale (Wachsberger, 2009) et aussi le sentiment d'appartenance à une communauté urbaine.

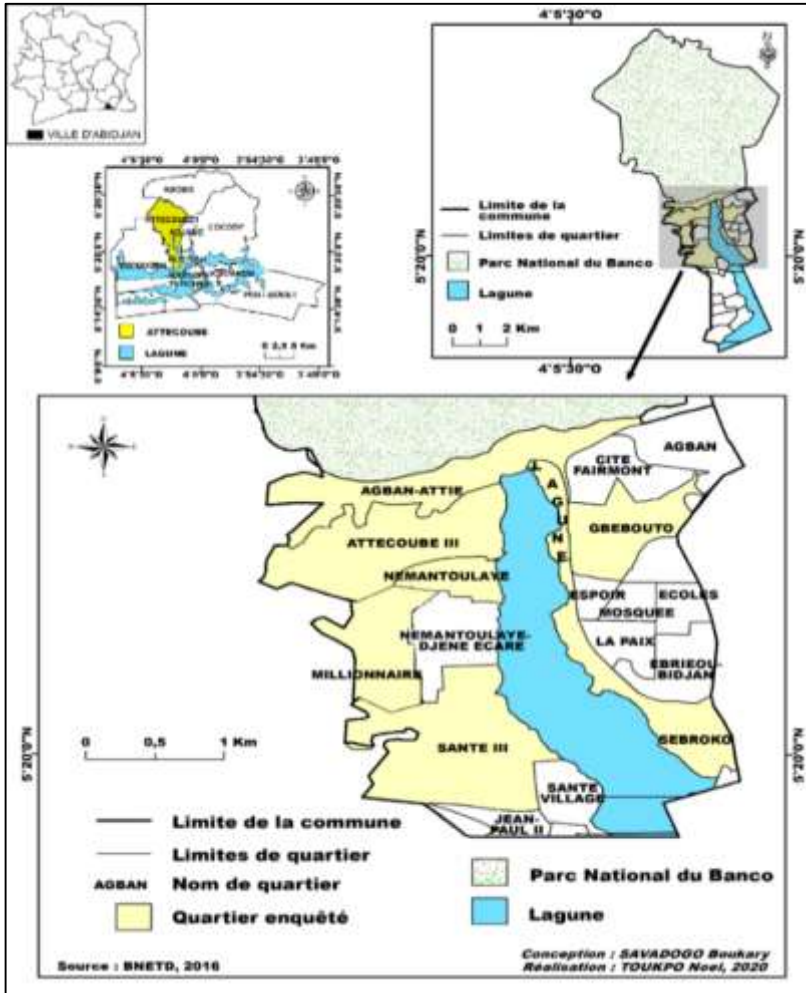
Plusieurs facteurs sont associés à l'attachement au cadre de vie et doivent être pris en compte afin de mieux comprendre les rapports entre les individus et l'environnement et particulièrement la perception des risques. Mieux, comme le considère l'approche transactionnelle, l'individu et l'environnement forment un système caractérisé par la réciprocité et l'échange continu. Dans ce sens, «les individus satisfaits du lieu où ils vivent ont tendance à s'approprier et à considérer comme familier un espace plus ample que ceux qui ne se sentent pas chez eux» (Moser, 2009 : 153).

Cependant, si un attachement au lieu existe au travers de liens sociaux (Savadogo, 2021b), ou peut poser les bases d'un engagement politique (Savadogo, 2021c) ou encore pour des enjeux économiques (Savadogo & Sokoto, 2021), nous souhaitons approfondir ici le fait qu'il peut également exister en relation directe avec les entités physiques inhérentes à ce lieu. Au-delà de la caractérisation du risque et de l'espace, cette étude s'inscrit dans la perspective des approches sociologiques en mettant en avant la dimension sociale du risque. Notre objectif est d'identifier différents types d'attachements qui peuvent coexister à propos d'un lieu, d'analyser comment cet attachement se manifeste auprès des autres et sur le territoire.

2. Méthodologie

La commune d'Attecoubé (Figure 1), située au Centre de la ville d'Abidjan. Elle compte 313 135 habitants et 67 683 ménages selon le (RGPH, 2021) et s'étant sur une superficie de 70 km². Seuls 25 km² sont habités avec un relief discontinu et accidenté par endroit. L'étude a été réalisée principalement dans les quartiers et villages d'Agban-Attié (Banco I), Attecoubé III, Boribana (Sébroko), Gbébouto, Lagune, Millionnaire, Némantoulaye et Santé III.

Carte : Présentation de la commune d'Attecoubé et des différentes zones à l'étude



Par ailleurs, l'approche méthodologique de cette étude est une combinaison d'approche qualitative-quantitative. Les travaux de recherche s'adossent sur une théorie psychosociale « la perception du risque » dans la tradition de Joffe (2003). Elle permet d'expliquer comment les facteurs sociaux, culturels et relationnels influent sur la

façon dont les gens construisent, se représentent et donnent du sens aux risques. En effet, les risques sont socialement construits et, de ce fait, la vie sociale offre un cadre de codification de la réalité qui guide l'action. Ce cadre organisé fondamentalement par la pensée sociale a largement été abordé à travers la théorie des représentations sociales (Moscovici, 2004).

La collecte des données s'est appuyée sur une exploration qui a permis de faire un état des lieux de façon générale sur le sujet et des entretiens semi-directifs réalisés auprès des principaux acteurs dans les différents quartiers d'Attecoubé.

Dans le cadre de l'échantillon qualitatif les individus interviewés ont été sélectionnés selon leur représentativité, leur qualité et leur implication.

Il s'agit de 14 enquêtés (Chefs de villages, Notables, Chefs de communauté, Présidents et Secrétaires de comité de gestion des quartiers, Guides religieux, Président(te)s des associations, Conseillers), à qui des guides d'entretien ont été adressés. Cependant l'enquête quantitative a été menée auprès 600 chefs de ménage repartis sur l'ensemble des quartiers visités à travers l'administration de questionnaires.

3. Résultats et discussion

3.1. Instabilité des emplois des chefs de ménages : un facteur de l'attachement des populations dans les milieux à risque

Selon l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE), le sous-emploi comprend d'une part les personnes actives occupées au sens du Bureau International du Travail (BIT, 1998) et qui remplissent l'une des conditions suivantes :

- elles travaillent à temps partiel, souhaitent travailler davantage et sont disponibles pour le faire, qu'elles recherchent activement un emploi ou non ;
- elles travaillent à temps partiel (et sont dans une situation autre que celle décrite ci-dessus) ou à temps complet, mais ont travaillé moins que d'habitude pendant une semaine de référence en raison de chômage partiel (chômage technique) ou mauvais temps.

Et d'autre part, les personnes qui ne peuvent pas conserver leurs emplois dans la durée vivent dans l'« instabilité au niveau de l'emploi ». Dans les milieux à risque à Attecoubé, les personnes interrogées estiment qu'ils sont en situation de sous-emploi rendent ainsi leur statut instable.

Chez ces enquêtés, lorsqu'un membre de la famille se retrouve en situation de sans emploi ou de sous-emploi à fortiori lorsqu'il est la personne de référence du ménage, sa situation met à mal son bien-être social et celui de sa famille

Ainsi, l'instabilité de l'emploi a des impacts non négligeables sur les postes de dépenses et de consommation des ménages, surtout, les plus défavorisés. L'instabilité de l'emploi apparaît comme l'une des principales raisons de l'attachement des populations aux zones à risque face aux mesures de déguerpissement et de leurs perceptions vis-à-vis des risques encourus. Ces variables sont à mettre en relation avec les situations de pauvreté et de précarité sociale de plus en plus liées à l'instabilité de leur statut. Le tableau 1 a été réalisé auprès des chefs de ménage suite à la question : Pensez-vous que votre présence en ces lieux permet de régler vos charges (dépenses) ?

Tableau 1 : opinions sur le lieu d'habitation

Opinions	Effectifs	Proportions (%)
Tout à fait d'accord	311	51,83
Plutôt d'accord	145	24,17
Sans opinions	60	10
Plutôt pas d'accord	61	10,17
Tout à fait en désaccord	23	3,83
Total	600	100

Source : enquête de terrain, 2022

Il ressort de l'analyse du tableau 1 que sur les 600 chefs de ménage interrogés, 311 soit 51,83 % affirment « tout à fait d'accord » et 145 soit 24,17 % affirment « Plutôt d'accord » que leur habitation en zones à risque leur permet de régler les différentes charges (dépenses). Pour

des raisons économiques, plus de la moitié de population interrogée estime qu’habiter dans ces milieux permet de faire face aux dépenses. D’ailleurs, ces populations évoquent la notion de l’instabilité de l’emploi car elles font en majorité de petits métiers et donc des activités génératrices de revenus qui ne permettent pas toujours de satisfaire à leurs besoins primaires.

Monsieur V., membre du comité de gestion du quartier Santé III (Secteur Déindé) ne disait pas le contraire :

« Beaucoup de personnes sont ici à Mossikro, non pas parce qu’ils aiment le quartier mais par faute de moyens financiers. Ils n’ont pas de boulot fixe et même ceux qui ont un boulot ne sont pas bien payés pour s’occuper de leur famille. Ils sont obligés de s’accrocher à la vie en faisant des gombos car ils n’ont pas le choix. De façon générale, ils n’ont de travail stable et on fait avec les moyens de bord ».

De fait, les populations qui évoquent le problème d’emploi et même si l’emploi existait, elles ne perçoivent pas dans la majorité, un revenu consistant pour la survie de leur ménage. Le travail est la principale source de revenu de la plupart des ménages et en particulier celui des pauvres. L’accès à des emplois productifs et rémunérateurs est souvent le meilleur moyen de sortir de la pauvreté.

Adjé & Savadogo (2019 : 174) vont dans le même sens au sujet des populations des sites à risques à Attécoubé en précisant que la plupart des chefs de ménages exercent des activités économiques dans des conditions précaires. La précarité de l’emploi dont il est question ici renvoie aux différentes formes de sous-emploi. Pour celles qui sont dans l’emploi formel (insécurité socioéconomique) ; pour celles qui sont dans l’informel (absence de contrat de travail, absence de stabilisation de l’emploi, non-respect des règlements de travail, etc.).

À l’inverse, être exclu du marché du travail a un impact considérable sur le bien-être économique et social, déprécie le capital humain et peut également modifier la perception liée à son lieu d’habitation au sujet d’éventuels risques. Cela est mis en exergue par Billig (2006) qui stipule que dans le domaine de la perception du risque, un indice élevé d’attachement territorial peut aller de pair avec la sous-estimation de celui-ci, ou de son acceptation. Plus loin, en Côte d’Ivoire les statistiques officielles indiquent que toute personne

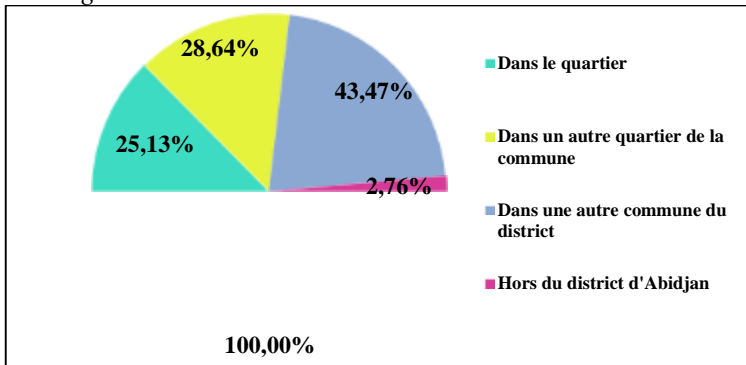
qui a une dépense de consommation inférieure à 661 francs CFA par jour, soit 241 265 francs CFA par an est pauvre a fortiori un individu qui n'a pas de revenu. Quant à Tchokomakwa & Dzalla (2022) pour être plus précis sur l'importance des pauvres dans ces espaces, ont indiqué qu'au Cameroun par exemple, 68% des ménages pauvres se sont installés dans les zones à risques du bassin versant du «Grand cours» à cause des terrains peu coûteux. Cette réalité sociale est similaire est celle d'Attecoubé qui en plus du coût du terrain, le loyer est aussi accessible.

3.2. Proximité avec le lieu de travail : une ressource de l'attachement des populations à leur milieu de vie

En référence aux déclarations des personnes enquêtées, la présence des populations dans ces zones à risque s'explique par la proximité avec le lieu de travail. La conséquence directe de ce choix est qu'une grande majorité d'entre elles sont satisfaites de la distance qui sépare leur domicile de leur lieu de travail.

Car, en se rapprochant de leur lieu de travail, les acteurs espèrent avant tout avoir plus de gain en termes d'économie sur le transport, les dépenses liées à la nourriture et atténuer les gaspillages sur le revenu qui est relativement instable. De la sorte, la proximité du lieu de travail n'est pas vue seulement en termes de réduction de la distance géographique, mais aussi comme l'amointrissement de certains postes de dépenses comme matérialisé par la figure 2.

Figure 2 : Proximité du domicile avec le lieu de travail



Source : enquête de terrain, 2022

Au regard du secteur, environ 53,77 % de la population interrogée exercent une activité génératrice de revenu dans la commune. Parmi ceux-ci, 25,13 % des chefs de ménage travaillent dans leur quartier d'habitation et 28,64 % travaillent dans un autre quartier de la commune d'Attecoubé tandis que 43,47 % travaillent dans les autres communes du District Autonome d'Abidjan et 2,76 % hors du District.

À l'analyse, ces réalités sociales susmentionnées s'expliquent par le fait que le commerce reste une activité dominante dans la commune et surtout dans les différents quartiers. Il faut noter que la majorité des habitants vivent des petits métiers et du commerce informel. Ce commerce a lieu surtout dans les boutiques, les magasins, les marchés et sur des espaces aérés pouvant accueillir un nombre n'important de personnes.

De surcroît, même si les industries ne sont pas développées dans la commune, il n'en demeure pas moins que la commune profite des opportunités industrielles des communes de Yopougon où une bonne partie de sa population travaille. Aussi, exercent-ils les activités génératrices de revenus dans les communes d'Adjamé et du Plateau qui leur sont plus proches.

Le président du Comité de Gestion du Quartier Sébroko (Boribana) nous en dit davantage :

« Ce que j'apprécie beaucoup ici, c'est la position géographique du quartier. La plupart des habitants de Boribana sont des commerçants qui sont dans les marchés à Attecoubé, Adjamé, Plateau et Yopougon. Certains fonctionnaires et débrouillards rallient facilement la commune du Plateau par pinasse ou bateau bus. Cela nous permet de mieux vivre, de nous rapprocher de nos activités. Cela diminue les dépenses en transport et permet de se sentir à côté de son lieu de travail. Plusieurs personnes marchent pour se rendre au travail et revenir à la maison. Vraiment, cette proximité nous arrange beaucoup ».

Assurément, à travers ces propos, nous comprenons que la situation géographique de la commune d'Attecoubé est stratégique pour l'exercice des activités économiques. Elle est ainsi une source de

motivation pour les populations, ignorant ainsi les dangers liés à leur présence sur ces sites. Argumentant dans le même sens, le chef de service qualité de vie de la mairie technique d'Attecoubé et habitant d'Agban-village précise dans cet extrait d'entretien que :

« Les installations de ces populations s'expliquent par le désir d'être proche de leurs activités afin de réduire le coût du transport. Attecoubé est une commune stratégique par sa position. Située au cœur de la ville d'Abidjan, on peut accéder facilement à son lieu de travail et dans les autres communes du District ».

De plus, pour certains, qu'ils soient agents de l'État ou leaders communautaires reconnaissent bien la position stratégique de la commune d'Attecoubé dans le district autonome d'Abidjan. Et par là, les habitants ne se trouvent en aucun cas "enclavés" et ont accès facilement aux autres communes pour vaquer à leurs occupations. Ils se sentent aussi proches de leurs lieux de travail. Ce qui réduit considérablement aussi le coût du transport et attache davantage les populations à ces zones.

Dans cette même veine, Olemba (2011 : 19), confirme cette assertion en affirmant que le souci de proximité avec le centre-ville, les raisons économiques, commerciales, et le peuplement ethno-démographique qui caractérise la ville, à contraint les populations à s'agglutiner dans des zones surpeuplées sans plan d'urbanisation, allant du sommet vers les bas-fonds au fur et à mesure que les parcelles constructibles devenaient rares.

3.3. Stratégie et logique des acteurs face aux opérations de déguerpissement des sites à risque

Face aux opérations de déguerpissement des zones à risque, le maintien des populations sur les espaces sociaux est une réalité. En effet, à chaque individu est attaché un ensemble de lieux : son lieu de naissance, les lieux d'origine de sa famille, les lieux dans lesquels il a vécu successivement, les lieux qu'il fréquente ou qu'il a fréquenté, les lieux de vie de ses proches. Mais aussi, des lieux plus imaginaires ou projetés comme les lieux de vie souhaités ou de projets éventuels. Tous ces lieux constituent le patrimoine identitaire géographique de chacun. Le discours social produit autour de leur origine sociale est

mobilisé pour légitimer leur maintien et résistance sur les espaces. Finalement, se référer à son lieu d'origine pour se maintenir est beaucoup plus fréquent chez les personnes immigrées ou les personnes de parents immigrés (61,4 %) que chez les nationaux (35.25 %). Il est ressorti de façon prépondérante, un attachement aux espaces investis.

De surcroît, le partage des moments de joie comme de malheur, les ressentis, les émotions cultivées à l'égard de leur vie. Il y a également le fait que des personnes ont rencontré l'homme et/ou la femme de sa vie et aussi la chaleur amicale. Pour eux, partir de ces endroits est comme si on n'avait rien fait pour maintenir ce contact fort, c'est comme si l'on devait trahir tout ce que ces espaces ont offert de beau, c'est comme si c'était toute une vie qui s'écroulait.

Cependant, l'on note une certaine similarité quant aux comportements des populations vis-à-vis de leur espace de vie quel qu'en soit le cadre social. Sous ce rapport, l'espace de vie ne peut être défini seulement en termes d'accueil, de solidarité, de fraternité et de convivialité. Il engendre aussi le conflit si l'on ne respecte pas les règles d'habiter. Pour désactiver et mettre en veilleuse les opérations de déguerpissement, les populations réinvestissent les espaces occupés.

En conséquence, c'est le sens donné à ces lieux investis et leur mobilisation comme référent identitaire qui milite en faveur du maintien des populations sur les zones à risque à Attecoubé.

Le verbatim de monsieur F., Agent de service d'hygiène à la mairie d'Attecoubé vient enfoncer le clou :

« Mon frère, nous sommes nés ici, notre cordon ombilical a été enterré ici et on a grandi ici. Je suis marié et père d'une fille. Ce quartier est toute ma vie. Pourquoi aller ailleurs si je me sens très bien là où je suis actuellement. Ce n'est pas facile de laisser un coin ou tu es habitué. Je ne peux pas avoir une idée négative de mon quartier. Nous, on habite encore le quartier parce que nos parents y résident toujours. C'est le terrain de mon père et je n'ai pas de loyer à payer ».

Il faut relever que dans la promotion de l'identité et le soutien de l'attachement territorial, l'une des stratégies importantes utilisées à

Attecoubé faisait appel à l'histoire et à la mémoire du lieu. C'est dans cette même perspective que le président du comité de gestion du quartier d'Agban-attié (Banco I) affirmait :

« Nous sommes ici à cause des parents qui habitent les lieux et aussi par ce que nous avons grandi ici. Ce n'est pas du tout facile de quitter un endroit où tu as presque tout fait. C'est le terrain de mon papa et je vis avec ma maman. Si ma mère dit qu'elle veut bien rester ici parce que c'est la maison de son défunt mari ; c'est une fierté pour elle. Dans cette situation, toi en tant que fils, tu ne peux pas donner dos à ta maman. Je suis né dans le quartier depuis 1987 tandis que les parents y ont vécu plus de 15 ans avant ma naissance. C'est pour ces différentes raisons que je réside encore ici ».

Il importe de préciser que le lien affectif ne saurait s'expliquer que par l'attachement au cadre de vie et aux liens sociaux entre les individus. Aussi, les contraintes familiales comme la volonté de certains parents à rester dans ces zones à une forte influence de décision sur les enfants. Dans le domaine de la perception du risque, l'attachement territorial est un indice qui peut aller de pair avec la sous-estimation de celui-ci, ou de son acceptation. Ce lien positif amène l'individu à rester proche de l'environnement en question dans l'espace et dans le temps. Les rapports sociaux vont prendre le pas sur les conditions physiques dans l'élaboration de ce processus d'attachement à un lieu. Cet état de fait est renchéri par les écrits de Birmingham et *al.* (2008). Selon les résultats de leur étude, certaines personnes tendent à nier ou à sous-estimer le risque d'inondation en raison de leur attachement à leur propriété. De fait, pour plusieurs, il semble que l'attachement à l'égard du domicile et de la région semble déterminant dans la décision d'habiter une propriété située dans une zone inondable et de refuser une délocalisation permanente. Ainsi, il met en lumière l'importance de la qualité de vie associée à la localisation de la maison et du sentiment d'attachement pour expliquer le choix de certaines personnes à habiter un domicile à risque d'inondation et d'éboulement de terrain.

3.4. Enjeux socio-culturels comme source d'attachement aux sites à risque

3.4.1. Survivance des sites de communion avec les divinités

Certains responsables de village, durant la période de référence, ont fait remarquer qu'Attecoubé est la terre de leurs ancêtres. Ces derniers sont leurs protecteurs et il n'est point question de les ignorer.

De ce fait, certains lieux et espaces sociaux sont socialement marqués. Pour les populations, les cimetières, la lagune « *ébrié* », la forêt du banco et d'autres sites rituels sont des lieux sacrés qui favorisent la communion avec les divinités. Ces lieux représentent les sites d'invocations des divinités et les populations disent attacher du prix à leurs croyances et traditions religieuses. Ainsi, les espaces réservés pour les actes culturels et culturels font partie intégrante de la vie des peuples originaires de la commune d'Attecoubé. Les propos du chef de la communauté *Dan* à Agban-attié (Banco I) illustrent cette réalité sociale :

« Nos parents ont leurs fétiches dans la forêt du Banco. Il faut voir la forêt du banco autrement car ce n'est pas une simple forêt pour nous. C'est le dortoir des génies, de nos ancêtres qui sont sensés veiller sur nous tout le temps. On ne peut pas tout dit ici mais sachez que cette forêt fait que nous sommes en perpétuel contact avec nos disparus ».

La protection du patrimoine culturel coutumier est une marque identitaire des peuples lagunaires de façon générale. Selon eux, quel que soit le modèle de développement auquel on aspire, il faut sauvegarder sa culture comme l'atteste le chef de terre d'Agban-attié (Banco I) qui s'exprime en ces propos :

« Nous sommes des Africains d'abord avant d'être Ivoiriens. Même étant ivoiriens, nous sommes des peuples du sud. Ce qui veut que nous sommes en contact permanent avec l'eau et la forêt. Nous sommes dans nos villages et donc sur nos terres et quel que soit le risque ou le problème qui se pose, nous nous posons la question de savoir est-ce à cause du développement que nous allons abandonner nos ancêtres ou nos traditions ? À cette question, nous disons "NON" car nos défunts et nos ancêtres font partie intégrante de nos sociétés et donc, de nos vies et nous sommes avec eux ici ».

De cette façon, l'on perçoit clairement que la présence permanente des populations et surtout les propriétaires terriens s'explique par la sauvegarde des valeurs traditionnelles et culturelles. En effet, toute société étant régie par des normes et valeurs sociales, certains résidents s'identifient en ces lieux car ce sont des patrimoines culturels qu'il faut sauvegarder.

C'est dans ces conditions, Proshansky (1978 : 22), propose la notion de « place identity » et définit l'identité de soi en relation à l'environnement physique à travers un système d'idées, de croyances, de préférences, de sentiments, de valeurs, de buts, de tendances et de compétences comportementales fortement liés à un environnement précis. Cette marque ou identité culturelle donne une place importante à l'attachement de certaines populations et surtout les garants de la tradition à leur lieu d'habitation. Du fait de cet attachement, les risques sont minimisés ou ignorés par les occupants.

3.4.2. Attachement des populations autochtones aux espaces sociaux comme affirmation et conservation de leur autochtonie

Avec l'urbanisation, ces villages aujourd'hui devenus des villages reliques perdent peu à peu leur valeur sociale et voire leur authenticité. En effet, selon les déclarations des personnes enquêtées, le phénomène urbain entraîne des effets positifs comme négatifs. Elles estiment qu'avec le développement de la ville d'Abidjan, il est difficile de tracer les frontières naturelles entre leur village et la commune d'Attecoubé. Cette ouverture de l'urbanisation sur leur village est traduite par ces derniers comme un piège les enfermant dans la soumission des décisions politiques et institutionnelles. Selon leurs déclarations, c'est une perte de leur tradition, une disparition des biens fonciers villageois et un renoncement à leur tradition d'origine. Ils estiment que se plier aux décisions de l'État serait renier leurs traditions et leurs ancêtres et renoncer à leurs identités sociales et culturelles. Ce faisant, les populations cherchent à limiter les actions des politiques publiques en insistant sur le caractère construit de leurs identités culturelles à travers des formes de résistance.

Le chef de la communauté *Gouro* à Attecoubé III souligne cette réalité sociale à travers ces propos :

« Attecoubé est notre terre. C'est la terre des Ébrié et aussi des autres communautés qui se sont installées ici et qui vivent avec nous ici pendant bien longtemps. Quel que soit le problème qui va se présenter, il faut tenir compte de notre avis. Nous ne sommes pas partis vers le développement mais c'est plutôt le développement qui est venu à nous. Nous maintenons vos traditions malgré le brassage des populations ».

Ces autochtones ou encore «peuple premier», ou encore «propriétaires terriens» sont confrontés à une pression foncière. Cette pression foncière constitue la pression la plus prégnante à laquelle les villages insérés dans les agglomérations sont soumis, car l'un des corollaires de l'urbanisation est l'absorption des terres faisant partie du patrimoine foncier rural de ces villages. En effet, le dépérissement des terres villageoises constitue l'aspect le plus ancien de la pression urbaine en question.

C'est dans ce sens que Gnabeli & Lognon (2011 : 18) précisent qu'au niveau des enjeux de la reproduction de l'identité villageoise, la captation de ressources politiques constitue un des enjeux majeurs des efforts multiformes (institutionnel, idéologique, symbolique etc.) de reproduction de l'identité villageoise des villages reliques en Côte d'Ivoire. Ces ressources politiques concernent notamment des postes électifs (maire, député, conseillers municipaux, gouverneur de District et bien d'autres.) ou dans les sphères de décision étatiques.

Cette ressource est donc particulièrement stratégique car elle permet notamment de capter d'autres ressources (économiques et symboliques) et de réduire ou d'atténuer certaines pressions urbaines. Ces aspirations politiques soutenues par l'idéologie de l'autochtonie sont portées par l'ensemble des villages.

Pour Belaidi et *al.* (2016 : 44), les peuples autochtones font entendre leur voix sur la scène internationale et prennent une place dans les institutions des Nations unies. Des revendications sociales (Convention 169 de l'Organisation International du Travail (OIT) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989) à la reconnaissance culturelle (Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, 2003), du droit à la propriété intellectuelle (Convention sur la diversité biologique, 2007) aux aspirations politiques

(déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, 1992), l'autochtonie sert autant de fondement au droit à l'altérité qu'elle permet de se démarquer d'une globalisation qui tend à effacer les particularismes. Loin de l'image surannée qu'on leur prête, c'est bien leur compréhension des mécanismes de la prise de décision et des groupes d'influence gouvernementaux et non-gouvernementaux qui leur permet de se faire reconnaître des droits particuliers.

4. Conclusion

Cette étude a permis d'étaler la situation environnementale du milieu de vie des acteurs sociaux et les causes de l'attachement des populations aux sites à risque à Attecoubé. En effet, les inondations et éboulement de terrain accentués dans cette commune, sont la cause de perte en vies humaines et de dégâts matériels importants. Pour l'État, la sensibilisation reste l'une des solutions adoptées et non durable face au degré d'exposition de ces populations. Souvent, le déguerpissement systématique des zones à risque est mis à l'épreuve au mépris des droits des populations. Ce qui ne résout toujours pas le problème.

Cependant, plusieurs facteurs expliquent l'attachement des populations à un espace donné. À Attecoubé, cet attachement est marqué plus par les enjeux professionnels et socio-culturels.

Ce travail montre ainsi la nécessité d'implication des autorités étatiques, municipales et spécialistes des questions environnementales dans les prises de décisions. Ce qui permettrait d'améliorer les politiques sociales et sécuritaires d'une part, la gouvernance et la marginalité spatiale d'autre part dans la commune d'Attecoubé.

Bibliographie

Adjé N'goran Pascal & Savadogo Boukary (2019). *Vulnérabilité sociale face aux risques naturels d'origine pluviale à Abidjan : le cas de la commune d'Attecoubé*. Revue du laboratoire de recherches biogéographiques et études environnementales, Presse de l'UL, n° 16, Volume 2, pp. 161-184.

Belaidi Nadia, Alvarez-Pereyre Frank, Wahiche Jean-Dominique & Artaud Hélène (2016). « *Autochtonie (s) et sociétés contemporaines. La diversité culturelle, entre division et cohésion sociale* », *Droit et cultures*, 72, 43-76

Billig Miriam (2006). *Is My Home My Castle? Place Attachment, Risk Perception, and Religious Faith*, *Environment and Behavior*, 38, 248-265.

Bureau International du Travail (1998). *La mesure du sous-emploi. Sixième conférence internationale des statisticiens du travail. Rapport I*. Genève. 6-15, 101 pages.

Burningham Kate, Fielding Jane & Thrush Diana (2008). « *It'll never happen to me' : understanding public awareness of local flood risk* ». *Disasters*, vol. 32, n° 2, p. 216-238.

Delcourt Laurent (2007). *Explosion urbaine et mondialisation*, *Alternatives Sud*, Vol. XIV, 2 Cahiers édités par le Centre Tricontinental, Louvain-la-Neuve, 2 pages.

Gnabeli Roch Yao & Lognon Jean-Louis (2011). *Pression urbaine et identité des villes ivoiriennes*. *Rev. ivoir. anthropol. sociol. KASA BYA KASA*, n° 19, p. 20-33.

Joffe Hélène (2003). *Risk : From perception to representation*, *British Journal of Social Psychology*, 42, 55-73.

Institut National de Statistique (2021). *Recensement Général de la Population et de l'Habitat : Résultats globaux*, 37 pages.

Ministère de l'environnement, de la salubrité urbaine et du développement durable (2014). *Cartographie des zones à risque d'inondation, d'érosion côtière et de mouvements de terrain dans la ville d'Abidjan*, 34 pages.

Miossec Alain (2018). *De l'érosion côtière en général et du cas français en particulier*. *La Géographie*, n° 4, p. 28-33.

Moscovici Serge (2004). *La psychanalyse, son image, son public*, PUF. Collection Bibliothèque de psychanalyse, 512 pages.

Moser Gabriel (2009). *Psychologie environnementale. Les relations homme-environnement*, Bruxelles, De Boeck, Collection : Ouvertures Psychologiques, 298 pages.

Mucchielli Alex (2007). *"Les processus intellectuels fondamentaux sous-jacents aux techniques et méthodes qualitatives"*, *Recherches Qualitatives*, Hors-série (3), pp. 1- 27.

Olemba Olemba Prosper Fils (2011). *Expansion de l'habitat insalubre à Yaoundé : essai d'approche explicative*, (IFORD), p. 27.

Proshansky Harold M. (1978). *The city and self-identity*. Environment and behavior, vol. 10, n° 2, p. 147-169.

Savadogo & Sokoto (2021). *Maintien des populations en zones à risque à Attecoubé : entre identité sociales et enjeux économiques*. Revue du Laboratoire Africain de Démographie et des Dynamiques Spatiales, Numéro Hors-série, n° 2 - Tome 1, pp 67-80.

Savadogo Boukary (2021b). *Enjeux sociaux et symboliques comme éléments structurants du maintien des populations en milieux à risque en Côte d'Ivoire : cas d'Attecoubé à Abidjan*. Revue Africaine des Migrations et de l'Environnement, Vol 5, n° 1 & 2, pp 263-282.

Savadogo Boukary (2021c). *Enjeux politiques et électoraux à l'épreuve de l'occupation et du maintien des populations sur les sites à risque d'inondation et d'éboulement de terrain dans la commune d'Attecoubé (Abidjan/Côte d'Ivoire)*. Revue d'Étude et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales, n° 3, pp 93-105.

Stedman Richard. C. (2003). *Is it really just a social construction?: The contribution of the physical environment to sense of place*, Society and Natural Resources, 16, p. 671- 685.

Tchokomakwa Ernest Roméo & Dzalla Ngangue Guy Charly (2022). *Analyse des déterminants du risque d'inondation sur le bassin versant du « grand cours » à Kekem*

(Hautnkam, Cameroun), Revue Espace Géographique et Société Marocaine n°56, janvier, 161-177.

Tuan Yi-Fu (1975). *Place: An experiential perspective*, Geographical Review, 65, p. 151-165.

Wachsberger Jean-Michel (2009). *Les quartiers pauvres à Antananarivo : Trappe à pauvreté ou support des individus ?* Autrepart, 51, p. 117-13.